

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 31, Partie I de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL, Alexandru ATHANASIU, membres titulaires, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

Article 31 : La mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

1) L'Union assure un espace de liberté, de sécurité et de justice :

- par l'adoption de lois et de lois-cadre visant notamment à rapprocher les législations nationales dans les domaines énumérés dans la deuxième partie de la Constitution ;
- en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des États membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires ;
- par une coopération opérationnelle de l'ensemble des autorités compétentes des États membres pour la sécurité intérieure.

2) Les parlements nationaux sont associés étroitement à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Ils participent notamment ~~Dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les parlements nationaux peuvent participer~~ aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article [4, partie II] de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol, conformément à l'article [22, partie II] de la Constitution.

3) Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les États membres disposent d'un droit d'initiative selon les modalités prévues à l'article [8, partie II] de la Constitution.

Explication éventuelle : Un large consensus s'est dessiné, tant au sein du groupe de travail qu'en séance plénière, pour reconnaître le rôle particulier des parlements nationaux pour la mise en place de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Il convient de mentionner ici le principe de l'association étroite des parlements nationaux en cette matière.
